

SELARL ACTHEMIS

Titulaire d'un office d'Huissier de Justice

J. LOPEZ - R. BARRY - L. PLANTIER - G. TESSANDORI - V. ROUTIS

HUISSIERS DE JUSTICE ASSOCIES

Siège Social

29, Chemin de Séverin

BP69 - 13632 ARLES

Tél. : 04.90.93.40.95

Fax : 04.90.93.82.66



Bureau annexe

638 AV de la libération

Parc des Baumes BP 58

13160 Chateaurenard

Tél. : 04.90.94.11.65

Fax : 04.90.94.41.28

PROCES VERBAL DE CONSTAT

acthemis.huissiers@orange.fr



Paiement sécurisé

Bureau ouvert de 9h à 12h et de 14h à 17h30

(vendredi 17h)

Conformément à la loi Informatique et Libertés vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent.

Pour exercer ce droit, veuillez vous adresser aux personnes habilitées.

972

SELARL au capital de 75100€

RCS ARLES 524 488 855

TVA N° FR89524488855

SELARL ACTHEMIS

Titulaire d'un office d'Huissier de Justice
J. LOPEZ - R. BARRY - L. PLANTIER - G. TESSANDORI - V. ROUTIS
HUISSIERS DE JUSTICE ASSOCIES

Siège Social

29, Chemin de Séverin
BP69 - 13632 ARLES
Tél. : 04.90.93.40.95
Fax : 04.90.93.82.66



Bureau annexe

638 Av de la libération
Parc des Baumes BP 58
13160 Chateaurenard
Tél. : 04.90.94.11.65
Fax : 04.90.94.41.28

PROCES VERBAL DE CONSTAT

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN ET LE DOUZE MAI et DIX SEPT MAI

A LA DEMANDE DE :

SELAS EDF EN FRANCE Immeuble Le Gambetta 11, cours Gambetta
CS70082 13182 AIX EN PROVENCE CEDEX 5, prise en la personne de son
représentant légal.

EXPOSE DES FAITS & MISSION :

Dans le cadre d'un projet intitulé PROVENCE GRAND LARGE,

EDF EN FRANCE nous requiert à l'effet de constater l'affichage sur divers sites et mairies de l'enquête publique en exécution de l'arrêté du préfet des bouches du Rhône en date du 30 AVRIL 2021 concernant le dossier de demande d'autorisation environnementale modificative, réalisée conformément à la décision n° 19NT02389 du 06 octobre 2020 de la Cour administrative d'appel de Nantes, afin de régulariser la procédure visée en respect des conditions fixées au IV^e de l'article L411-2 du Code de l'environnement, pour déroger aux interdictions indiquées pour la conservation des espèces animales non domestiques et de leurs habitats et la procédure visée en respect des conditions

fixées au VII^e de l'article L414-4 du Code de l'environnement concernant Natura 2020.

De constater également la présence du dossier dans les mairies centrales, dossier mis à la disposition du public pour permettre une information complète.

Déférant à cette réquisition

Nous soussignons, Maître TESSANDORI Guillaume et LOPEZ Joel, Huissiers de Justice Associés, membre de la SELARL ACTHEMIS, Titulaire d'un office d'huissiers de justice, dont le siège social est 29, Chemin de Séverin à 13200 ARLES, y domicilié,

Je, Maître TESSANDORI Guillaume certifie m'être transporté le douze MAI deux mille vingt et un successivement :

COMMUNE DE SAUSSET-LES-PINS (13960)

- Au niveau de la route de la Couronne, en bord de mer, à côté du panneau d'information, face à l'Hôtel LE PARADOU BEST WESTERN.

Je constate la présence d'un panneau d'affichage d'avis d'enquêtes publiques en exécution de l'arrêté du préfet des Bouches du Rhône en date du 30 AVRIL 2021 selon l'arrêté préfectoral du 30 avril 2021, dossier 4-2021AEM concernant la décision n° 19NT02389 du 06 octobre 2020 de la Cour administrative d'appel de Nantes, dont copie jointe au présent procès-verbal, est installé sur la clôture métallique (cf. cliché photographique n° 1).

Il s'agit d'un panneau de dimensions réglementaires à fond jaune et inscriptions en lettres de couleur noire.

Poursuivant ma mission sur la commune de Sausset-les-Pins, je me transporte à la mairie de ladite commune, place des Droits de l'Homme.

A l'intérieur de la mairie, je constate l'affichage de l'avis d'enquêtes publiques sus visé à fond jaune et inscriptions en lettres de couleur noire, fixé à l'entrée de la mairie.

Je constate également la présence de l'avis d'enquêtes publiques susvisé sur trois pages de format A4, affiché sur le panneau situé à côté du bureau de l'urbanisme (cf. clichés photographiques n° 4 et 5).

COMMUNE DE MARTIGUES

Je me rends au niveau du parking de la **plage de carro** à côté des commerces, et au bout dudit parking, où je constate que le panneau d'affichage d'avis d'enquêtes publiques susvisé de dimensions réglementaires à fond jaune et inscriptions en lettres de couleur noire est affiché sur le pare-vue protégeant le local poubelle (cf. cliché photographique n° 6).

- **Mairie annexe de la couronne**, rue des Ecoles, 13500 Martigues (cf. cliché photographique n° 7).

Derrière la porte vitrée de l'accès au bureau, sur la façade principale, je constate la présence du panneau d'affichage d'avis d'enquêtes publiques susvisé de dimensions réglementaires à fond jaune et inscriptions en lettres de couleur noire, présent et visible de l'extérieur (cf. cliché photographique n° 8).

Je constate la présence d'un panneau déroulant sur la façade sud de la mairie, où je note la présence sur la page 4 dudit panneau, l'avis d'enquêtes publiques susvisé sur trois pages de format A4 (cf. clichés photographiques n° 9 et 10).

Martigues, au niveau de la centrale EDF, quartier des Laurons.

A côté du poste de garde, je constate la présence du panneau d'affichage d'avis d'enquêtes publiques susvisé de dimensions réglementaires à fond jaune et inscriptions en lettres de couleur noire (cf. clichés photographiques n° 11 et 12).

Je me rends ensuite, toujours sur Martigues, **à l'entrée de la rue des Laurons**, au niveau de la maison des Laurons, après la centrale EDF, où sur un poteau est affiché l'avis d'enquêtes publiques susvisé de dimensions réglementaires à fond jaune et inscriptions en lettres de couleur noire (cf. clichés photographiques n° 13 et 14).

Je me rends ensuite à la **mairie annexe de LAVERA**, 40, boulevard des Genêts, 13500 Martigues, où je rencontre l'agent d'accueil, qui m'indique que la mairie annexe a été supprimée. Il s'agit maintenant d'un accueil municipal de proximité, et ce, depuis le 1^{er} mai 2019, que l'affichage n'a donc pas été réalisé.

Je me rends ensuite à la **mairie annexe de Jonquières**. Rue Léonard Combes, 13500 Martigues. Je rencontre Madame Élisabeth BERTRAND, agent d'accueil.

Je constate que sur la vitrine extérieure a été affiché l'avis d'enquêtes publiques susvisé de dimensions réglementaires à fond jaune et inscriptions en lettres de couleur noire (cf. clichés photographiques n° 15 et 16), ainsi que l'avis d'enquêtes publiques susvisé sur trois pages de format A4.

MAIRIE DE MARTIGUES

Au niveau du panneau déroulant n° 2, fiche 39, je constate la présence de l'avis d'enquêtes publiques susvisé sur trois pages de format A4 (cf. cliché photographique n° 17).

A l'entrée du bureau de l'urbanisme, je constate la présence du panneau d'enquêtes publiques susvisé à fond jaune et inscriptions en lettres de couleur noire (cf. cliché photographique n° 18).

Je rencontre Madame Anne Laure ROUX pour contrôler tel qu'il est mentionné à l'avis d'enquêtes publiques la présence de différents documents, sont présents, à disposition du public les documents suivants :

- La décision n° 19 NT02389 du 06 octobre 2020 de la Cour administrative d'appel de Nantes.
- La note de présentation du dossier.
- Le dossier de dérogation espèces protégées.
- L'addendum à l'évaluation des incidents Natura 2000.
- Les avis des parcs nationaux, des calanques et de Port-Cros et du CMPN.
- Le mémoire en réponse de la société PEO-PGL aux avis.
- L'AE de l'autorité environnementale deuxième avis 2021-10, séance du 05 mai 2021.

Également présents :

- L'étude d'impact sur le projet de parc pilote éolien flottant, Provence grand-large au large de Port Saint-Louis du Rhône, présente à l'enquête publique précédente et le résumé non technique.
- L'avis AE 2018-27 émis le 16 mai 2018 par le conseil général de l'environnement et du développement durable autorité environnementale et sur l'étude d'impact précitée.
- La réponse écrite à l'avis de l'autorité environnementale réalisée par le maître d'ouvrage en septembre 2018.

- Le dossier d'incidence Natura 2000.
- Des pièces complémentaires.

Est également joint : courrier du préfet accompagnant l'avis d'enquêtes publiques précité et l'arrêté préfectoral du 30 avril 2021 (cf. clichés photographiques n° 19 et 20).

PORT-DE-BOUC, HÔTEL DE VILLE

L'Hôtel de Ville est situé 20, cours Landrison, 13110 Port-de-Bouc, je constate au niveau de l'affichage administratif du passage Bully, la présence de l'avis d'enquêtes publiques précité sur trois pages de format A4.

Au niveau de la porte latérale d'accès à la mairie, porte vitrée : je constate la présence de l'avis d'enquêtes publiques susvisé, affiché de dimensions réglementaires à fond jaune et inscriptions en lettres de couleur noire (cf. clichés photographiques n° 21, 22 et 23).

Dans le bureau de l'urbanisme se trouvent les pièces suivantes à disposition du public:

- La décision n° 19 NT02389 du 06 octobre 2020 de la Cour administrative d'appel de Nantes.
- La note de présentation du dossier.
- Le dossier de dérogation espèces protégées.
- L'addendum à l'évaluation des incidents Natura 2000.
- Les avis des parcs nationaux, des calanques et de Port-Cros et du CMPN.
- Le mémoire en réponse de la société PEO-PGL aux avis.
- L'AE de l'autorité environnementale deuxième avis 2021-10, séance du 05 mai 2021.

Également présents :

- L'étude d'impact sur le projet de parc pilote éolien flottant, Provence grand-large au large de Port Saint-Louis du Rhône, présente à l'enquête publique précédente et le résumé non technique.
- L'avis AE 2018-27 émis le 16 mai 2018 par le conseil général de l'environnement et du développement durable autorité environnementale et sur l'étude d'impact précitée.
- La réponse écrite à l'avis de l'autorité environnementale réalisée par le maître d'ouvrage en septembre 2018.
- Le dossier d'incidence Natura 2000.

- Des pièces complémentaires.

Est également joint : courrier du préfet accompagnant l'avis d'enquêtes publiques précité et l'arrêté préfectoral du 30 avril 2021.

(cf. cliché photographique n° 25).

Mairie annexe de Moulès, 3, place de la Mairie, 13280 Moulès (cf. cliché photographique n° 26).

Je constate que l'avis d'enquêtes publiques susvisé sur trois pages de format A4 est affiché sur le panneau d'affichage extérieur à gauche de l'entrée (cf. cliché photographique n° 27).

L'avis d'enquêtes publiques susvisé de dimensions réglementaires à fond jaune et inscriptions en lettres de couleur noire est affiché à l'intérieur de la mairie côté droit, sur le panneau d'affichage (cf. cliché photographique n° 28).

Mairie annexe de Raphèle-lès-Arles, chemin des Paluns, 13280 Raphèle-lès-Arles (cf. cliché photographique n° 29).

Je constate que l'avis d'enquêtes publiques susvisé de dimensions réglementaires à fond jaune et inscriptions en lettres de couleur noire, est affiché sur un élément de présentation devant l'entrée de la mairie (cf. cliché photographique 30).

Ce jour, à 13 heures 45, la mairie est exceptionnellement fermée (cf. cliché photographique n° 31).

Mairie d'Arles, Hôtel de Ville, place de la Mairie, 13200 Arles (cf. cliché photographique n° 32).

Sur le panneau d'affichage côté gauche en entrant venant de la place de la mairie, je constate la présence de l'avis d'enquêtes publique susvisé de dimensions réglementaires à fond jaune et inscriptions en lettres de couleur noire, ainsi qu'en partie haute, l'avis d'enquêtes publiques susvisé sur trois pages de format A4 (cf. clichés photographiques n° 32, 33, 34 et 35).

En fin de journée, je me rends :

COMMUNE DE FOS-SUR-MER

Au niveau de la plage de Fos, **club de voile**, à l'entrée de ce dernier, sur le grillage, je constate la présence de l'avis d'enquêtes publiques susvisé de dimensions réglementaires à fond jaune et inscriptions en lettres de couleur noire sur ledit grillage (cf. cliché photographique n° 36, 37).

COMMUNE DE PORT DE BOUC

Au niveau de la **rue de la République**, sur le grillage situé face au parking, je constate la présence de l'avis d'enquêtes publiques susvisé de dimensions réglementaires à fond jaune et inscriptions en lettres de couleur noire affiché sur le grillage (cf. clichés photographiques n° 38 et 39).

Le dix-sept mai deux mille vingt-et-un :

Je, Maître TESSANDORI Guillaume certifie m'être rendu à la **mairie annexe de Raphéle-les-Arles**, chemin des Paluns, 13280 Raphéle-les-Arles, où à l'entrée de la mairie, sur le panneau d'affichage côté droit, à l'intérieur de cette dernière, je constate la présence de l'avis d'enquêtes publique susvisé affiché sur trois pages de format A4.

J'annexe au présent 39 clichés photographiques pris par mes soins

Et de tout ce que dessus, j'ai dressé le présent procès verbal de constat pour servir et valoir ce que droit.

Coût : trois cent cinquante euros



Je, Maitre Joël LOPEZ certifie m'être transporté le douze MAI deux mille vingt et un successivement :

COMMUNE DE PORT ST LOUIS DU RHONE :

- Quai Gloria, sur la clôture en bord de route :

Je constate la présence d'un panneau d'affichage d'avis d'enquêtes publiques en exécution de l'arrêté du préfet des Bouches du Rhône en date du 30 AVRIL 2021 selon l'arrêté préfectoral du 30 avril 2021, dossier 4-2021AEM concernant la décision n° 19NT02389 du 06 octobre 2020 de la Cour administrative d'appel de Nantes, dont copie jointe au présent procès-verbal. (cf. cliché photographique n° 1).

Il s'agit d'un panneau de dimensions réglementaires à fond jaune et inscriptions en lettres de couleur noire.

- Rond -point de Mallebargé à l'entrée du poste électrique :

Je constate la présence d'un panneau d'affichage d'avis d'enquêtes publiques en exécution de l'arrêté du préfet des Bouches du Rhône en date du 30 AVRIL 2021 selon l'arrêté préfectoral du 30 avril 2021, dossier 4-2021AEM concernant la décision n° 19NT02389 du 06 octobre 2020 de la Cour administrative d'appel de Nantes, dont copie jointe au présent procès-verbal, est installé sur la clôture métallique (cf. cliché photographique n° 2).

Il s'agit d'un panneau de dimensions réglementaires à fond jaune et inscriptions en lettres de couleur noire.

- Avenue de la 1^{ère} DFL, au niveau de l'entrée du camping :

Je constate la présence d'un panneau d'affichage d'avis d'enquêtes publiques en exécution de l'arrêté du préfet des Bouches du Rhône en date du 30 AVRIL 2021 selon l'arrêté préfectoral du 30 avril 2021, dossier 4-2021AEM concernant la décision n° 19NT02389 du 06 octobre 2020 de la Cour administrative d'appel de Nantes, dont copie jointe au présent procès-verbal. (cf. cliché photographique n° 3).

Il s'agit d'un panneau de dimensions réglementaires à fond jaune et inscriptions en lettres de couleur noire.

- - Plage Napoléon, à l'entrée du parking :

Je constate la présence d'un panneau d'affichage d'avis d'enquêtes publiques en exécution de l'arrêté du préfet des Bouches du Rhône en date du 30 AVRIL 2021 selon l'arrêté préfectoral du 30 avril 2021, dossier 4-2021AEM concernant la décision n° 19NT02389 du 06 octobre 2020 de la Cour administrative d'appel de Nantes, dont copie jointe au présent procès-verbal. (cf. cliché photographique n° 4).

Il s'agit d'un panneau de dimensions réglementaires à fond jaune et inscriptions en lettres de couleur noire.

Poursuivant ma mission sur la commune de Port St Louis, je me transporte au pôle technique Municipal, 25 avenue Max Dormoy :

Je constate que l'avis d'enquêtes publiques susvisé de dimensions réglementaires à fond jaune et inscriptions en lettres de couleur noire, est affiché devant l'entrée (cf. cliché photographique 11).

Je constate que l'avis d'enquêtes publiques susvisé sur trois pages de format A4 est affiché sur le panneau d'affichage destiné à cet effet.

Dans le bureau mis à la disposition du public se trouvent les pièces suivantes :

- La décision n° 19 NT02389 du 06 octobre 2020 de la Cour administrative d'appel de Nantes.
- La note de présentation du dossier.
- Le dossier de dérogation espèces protégées.
- L'addendum à l'évaluation des incidents Natura 2000.
- L'avis du conseil général de l'environnement et du développement durable, autorité environnementale
- Les avis des parcs nationaux, des calanques et de Port-Cros et du CMPN.

Egalement mis à disposition du public dans un carton :

- L'étude d'impact sur le projet de parc pilote éolien flottant, Provence grand-large au large de Port Saint-Louis du Rhône, présente à l'enquête publique précédente et le résumé non technique.

- L'avis AE 2018-27 émis le 16 mai 2018 par le conseil général de l'environnement et du développement durable autorité environnementale et sur l'étude d'impact précitée.
- La réponse écrite à l'avis de l'autorité environnementale réalisée par le maître d'ouvrage en septembre 2018.
- Le dossier d'incidence Natura 2000.
- Des pièces complémentaires.

COMMUNE D'ARLES, SALINS DE GIRAUD :

- Plage de Piemenson, fixé sur le poteau du panneau publicitaire :

Je constate la présence d'un panneau d'affichage d'avis d'enquêtes publiques en exécution de l'arrêté du préfet des Bouches du Rhône en date du 30 AVRIL 2021 selon l'arrêté préfectoral du 30 avril 2021, dossier 4-2021AEM concernant la décision n° 19NT02389 du 06 octobre 2020 de la Cour administrative d'appel de Nantes, dont copie jointe au présent procès-verbal. (cf. cliché photographique n° 7).

Il s'agit d'un panneau de dimensions réglementaires à fond jaune et inscriptions en lettres de couleur noire.

Je constate que l'avis d'enquêtes publiques susvisé de dimensions réglementaires à fond jaune et inscriptions en lettres de couleur noire, est affiché dans le hall d'entrée de la Mairie annexe de Salin de Giraud, 1 Boulevard Pierre Tournayre. (cf. cliché photographique 8).

Je constate que l'avis d'enquêtes publiques susvisé sur trois pages de format a4 est affiché sur le panneau d'affichage destiné à cet effet. (cf. cliché photographique 9).

COMMUNE D'ARLES LE SAMBUC :

- Mairie annexe Place Denis Chanut :

Je constate la présence d'un panneau d'affichage d'avis d'enquêtes publiques en exécution de l'arrêté du préfet des Bouches du Rhône en date du 30 AVRIL 2021 selon l'arrêté préfectoral du 30 avril 2021, dossier 4-2021AEM concernant la décision n° 19NT02389 du 06 octobre 2020 de la Cour administrative d'appel de Nantes, dont copie jointe au présent procès-verbal contre la porte vitrée à l'entrée. (cf. cliché photographique n° 5).

Il s'agit d'un panneau de dimensions réglementaires à fond jaune et inscriptions en lettres de couleur noire.

Je constate que l'avis d'enquêtes publiques susvisé sur trois pages de format A4 est affiché sur le panneau d'affichage destiné à cet effet. (cf. cliché photographique 6).

COMMUNE D'ARLES MAS THIBERT :

Mairie annexe, Place Michel Reboul :

Je constate la présence d'un panneau d'affichage d'avis d'enquêtes publiques en exécution de l'arrêté du préfet des Bouches du Rhône en date du 30 AVRIL 2021 selon l'arrêté préfectoral du 30 avril 2021, dossier 4-2021AEM concernant la décision n° 19NT02389 du 06 octobre 2020 de la Cour administrative d'appel de Nantes, dont copie jointe au présent procès-verbal contre la porte vitrée à l'entrée. (cf. cliché photographique n° 12)

Il s'agit d'un panneau de dimensions réglementaires à fond jaune et inscriptions en lettres de couleur noire.

Je constate que l'avis d'enquêtes publiques susvisé sur trois pages de format A4 est affiché sur le panneau d'affichage destiné à cet effet.

COMMUNE DE FOS SUR MER :

Hôtel de Ville, avenue René Cassin :

Je constate la présence d'un panneau d'affichage d'avis d'enquêtes publiques en exécution de l'arrêté du préfet des Bouches du Rhône en date du 30 AVRIL 2021 selon l'arrêté préfectoral du 30 avril 2021, dossier 4-2021AEM concernant la décision n° 19NT02389 du 06 octobre 2020 de la Cour administrative d'appel de Nantes, dont copie jointe au présent procès-verbal contre la porte vitrée à l'entrée. (cf. cliché photographique n° 10)

Il s'agit d'un panneau de dimensions réglementaires à fond jaune et inscriptions en lettres de couleur noire.

Je constate que l'avis d'enquêtes publiques susvisé sur trois pages de format A4 est affiché sur le panneau d'affichage destiné à cet effet.

Dans le bureau mis à la disposition du public se trouvent les pièces suivantes :

- La décision n° 19 NT02389 du 06 octobre 2020 de la Cour administrative d'appel de Nantes.
- La note de présentation du dossier.
- Le dossier de dérogation espèces protégées.
- L'addendum à l'évaluation des incidents Natura 2000.
- L'avis du conseil général de l'environnement et du développement durable, autorité environnementale
- Les avis des parcs nationaux, des calanques et de Port-Cros et du CMPN.

Egalement mis à disposition du public dans un carton :

- L'étude d'impact sur le projet de parc pilote éolien flottant, Provence grand-large au large de Port Saint-Louis du Rhône, présente à l'enquête publique précédente et le résumé non technique.
- L'avis AE 2018-27 émis le 16 mai 2018 par le conseil général de l'environnement et du développement durable autorité environnementale et sur l'étude d'impact précitée.

- La réponse écrite à l'avis de l'autorité environnementale réalisée par le maître d'ouvrage en septembre 2018.
- Le dossier d'incidence Natura 2000.
- Des pièces complémentaires.

Et de tout ce que dessus, j'ai dressé le présent procès-verbal de constat pour servir et valoir ce que droit.

